MANDAT DE PRELEVEMENT SEPA
Référence unique de mandat :

Type de contrat :

En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez MAIRIE D'AUNEAU BLEURY SAINT SYMPHORIEN à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et CREDIT AGRICOLE votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de MAIRIE D'AUNEAU BLEURY SAINT SYMPHORIEN.
Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée :
- dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.

IDENTIFIANT CREANCIER SEPA

FR 86 FAC 615576

DESIGNATION DU TITULAIRE DU COMPTE A DEBITER
Nom, prénom : **Adresse :** **Code postal :** **Ville :** **Pays :**

DESIGNATION DU CREANCIER
Nom :MAIRIE D'AUNEAU BLEURY SAINT SYMPHORIEN **Adresse :Hôtel de ville** **Code postal :28702** **Ville :AUNEAU BLEURY SAINT SYMPHORIEN Cedex** **Pays :**

DESIGNATION DU COMPTE A DEBITER

IDENTIFICATION INTERNATIONALE (IBAN) | IDENTIFICATION INTERNATIONALE DE LA BANQUE (BIC)

Type de paiement :	Paiement récurrent/répétitif	X
	Paiement ponctuel	

Signé à : AUNEAU BLEURY SAINT SYMPHORIEN Cedex

Le (JJ/MM/AAAA) :

Signature :

DESIGNATION DU TIERS DEBITEUR POUR LE COMPTE DUQUEL LE PAIEMENT EST EFFECTUE (SI DIFFERENT DU DEBITEUR LUI-MEME ET LE CAS ECHEANT) :

Nom du tiers débiteur :

JOINDRE UN RELEVE D'IDENTITE BANCAIRE (au format IBAN BIC)

Rappel :

En signant ce mandat, j'autorise ma banque à effectuer sur mon compte bancaire, si sa situation le permet, les prélèvements ordonnés par MAIRIE D'AUNEAU BLEURY SAINT SYMPHORIEN. En cas de litige sur un prélèvement, je pourrai en faire suspendre l'exécution par simple demande à ma banque. Je réglerai le différend directement avec AUNEAU BLEURY SAINT SYMPHORIEN Cedex.

Les informations contenues dans le présent mandat, qui doit être complété, sont destinées à n'être utilisées par le créancier que pour la gestion de sa relation avec son client. Elles pourront donner lieu à l'exercice, par ce dernier, de ses droits d'opposition, d'accès et de rectification tels que prévus aux articles 38 et suivants de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.